



LA PAIX !

CAHIER DES 7^{ES} RENCONTRES
DE GÉOPOLITIQUE CRITIQUE

MAI 2023

SOMMAIRE

À LA RECHERCHE D'UNE DÉFINITION OPÉRATIONNELLE DE LA PAIX	6
Karine Gatelier, Claske Dijkema	
ESPOIRS ENCHAÎNÉS. CINQ FEMMES MIGRANTES RACONTENT LEUR EXPÉRIENCE DE LA PAIX ET LEURS RESENTIS	12
Claske Dijkema	
TABLE RONDE UKRAINE	15
Géopolitique et paix en Ukraine, Hanna Perekhoda	16
LA PRATIQUE DU COMMUN, OU COMMONING : POUR LUTTER ET S'ORGANISER CONTRE LE SYSTÈME CAPITALISTE ET SES CRISES.....	21
Elsa Franco	
LA PAIX, UN PROCESSUS CONFLICTUEL. LA COLOMBIE EN EXEMPLE	26
Resignifik2 : pour la réconciliation et le développement social, Lina Téllez, Ana María Gómez	28
Témoigner des violences LGBTQI+ : un outil pour construire la paix en Colombie ?, Claire Hugonnier...	34
Construire la paix en Colombie, par-delà la reconnaissance des mémoires, Marie-Laure Guillard	40
UNE POLITIQUE DU SOIN DES RELATIONS POUR PENSER L'ACCUEIL ET COHABITER EN PAIX	46
Lison Leneveler	
FICTION RÉPARATRICE, LECTURE PARANOÏAQUE... ..	50
Gaëlle Partouche	

HANNA PEREKHODA

GÉOPOLITIQUE ET PAIX EN UKRAÏNE

Le 24 février 2022, le Kremlin lance son « opération militaire spéciale » avec l'objectif déclaré d'effacer complètement l'Ukraine en tant qu'État et société indépendants. Cette décision de Vladimir Poutine a pris beaucoup de monde au dépourvu, car seul un nombre limité d'experts avait anticipé un tel scénario. Leurs prédictions avaient été éclipsées jusque là par la croyance dominante selon laquelle la Russie n'avait aucun « intérêt objectif » à déclencher une guerre de cette envergure. Quelques jours plus tard, l'armée russe encerclait Kyiv, et ceux qui avaient soutenu précédemment que les troupes russes ne franchiraient jamais la frontière ukrainienne ont commencé à affirmer que la Russie n'avait tout simplement pas d'autre choix. Elle aurait commencé l'invasion mise au pied du mur par un Occident hostile, incarné par l'OTAN et les États-Unis.

UNE APPROCHE NÉORÉALISTE QUI MASQUE LA RÉALITÉ DU CONFLIT

Ceux qui défendent cette interprétation adoptent, peut-être parfois sans le réaliser, une approche néoréaliste en matière de relations internationales. Cette approche repose sur plusieurs principes axiomatiques, dont l'un d'entre eux est la conviction que les États sont des acteurs rationnels. Autrement dit, les États opéreraient dans un monde hostile et impitoyable, où il n'existerait aucune autorité pour les protéger les uns des autres, et où tous chercheraient à maximiser leurs chances de survie. Selon cette perspective, l'État russe serait un acteur rationnel, et la guerre serait sa réponse logique aux menaces objectives venant de l'extérieur. L'invasion de l'Ukraine devient alors une réaction à l'« expansion » de l'OTAN, véritable danger pour la Russie. Pourquoi Poutine déclencherait-il un conflit susceptible d'im-

pliquer l'ensemble du monde occidental, si ce n'est pour réagir à un danger imminent ? Selon ce raisonnement, l'ampleur de l'agression militaire russe devrait être proportionnelle à la gravité de la menace, sinon la décision de Poutine serait irrationnelle.

À ce stade, il est important de se rappeler que la Finlande et la Suède ont adhéré à l'OTAN en 2023, doublant ainsi la longueur de la frontière russe avec l'Alliance. Il est pourtant intéressant de noter que la ministre finlandaise des Affaires étrangères a souligné qu'aucune troupe russe n'a été déployée le long de cette frontière. Si l'OTAN est réellement perçue comme une menace objective par la Russie, pourquoi n'observe-t-on pas de renforcement des forces russes, voire de propagande officielle présentant la Finlande comme une menace militaire et les Finlandais comme des ennemis ? De toute évidence, l'adhésion de la Finlande à l'OTAN, pays partageant une frontière de 1 340 km avec la Russie, ne semble pas être une préoccupation majeure pour Poutine. En revanche, l'Ukraine, sans être candidate officielle à l'Alliance, est présentée comme un pays si hostile qu'il doit être détruit militairement. Pourquoi donc cette différence de traitement ?

Une perspective purement géopolitique ne peut pas apporter de réponse claire à cette question. En se focalisant uniquement sur la structure du système international, les partisans de l'analyse d'inspiration néoréaliste tendent à négliger l'impact des facteurs internes sur le comportement des États sur la scène internationale. De notre point de vue, pour comprendre les raisons de l'agression russe envers l'Ukraine, il est essentiel de se pencher au contraire sur la logique interne de la politique russe. Cela nécessite d'examiner la dynamique du pouvoir entre l'État, le capital et la société en Russie, ainsi que l'in-

fluence des identités et, de manière plus générale, des idéologies.

LA RUSSIE, UNE FORTERESSE ASSIÉGÉE ? LA LOGIQUE INTERNE DU TOURNANT ANTI-OCCIDENTAL

Il est important de rappeler que la Russie de Poutine n'a pas toujours été opposée à l'Occident. Le président était initialement ouvert à la coopération, allant jusqu'à établir un partenariat avec l'OTAN et à participer à des exercices militaires conjoints. Certains soutiennent que les élites russes aspiraient sincèrement à s'intégrer dans la communauté internationale mais ont été déçues par un Occident arrogant et hostile. Nous croyons, cependant, que la volonté de coopération affichée par Poutine à l'époque pourrait être comparée à celle d'un groupe mafieux cherchant à établir des liens avec des policiers corrompus¹.

Au début des années 2000, Poutine cherchait à garantir sa liberté d'action dans l'espace post-soviétique. En échange, il était prêt à offrir aux « flics » occidentaux, dont il ne contestait pas encore l'hégémonie, une sorte de « pot-de-vin ». Cela comprenait la vente de combustibles fossiles à des tarifs préférentiels, l'ouverture du marché russe aux investissements étrangers, et l'introduction de fonds considérables, souvent d'origine douteuse, dans des entreprises occidentales, entre autres. Dans une certaine mesure, les Européens ont accepté le dessous-de-table : l'argent russe a coulé dans les veines des systèmes financiers, sans que l'on ne s'interroge trop sur sa provenance, et le gaz ainsi que le pétrole ont afflué dans les nouveaux pipelines. Cependant, l'acquisition d'un monopole absolu sur l'arrière-cour post-soviétique s'est avérée difficile. Les États-Unis n'étaient pas partie prenante de cet accord de la

même manière que l'Union européenne, dont les dirigeants de l'époque, tels que Schröder, Sarkozy ou Berlusconi, se montraient plutôt conciliants. En effet, Moscou n'a pas réussi à offrir à ses voisins un modèle de coopération véritablement mutuellement bénéfique. Les « mafiosi » des anciennes républiques soviétiques avaient du mal à percevoir les avantages de se soumettre à la Russie, un cartel mafieux beaucoup plus imposant et prédateur. De plus, les populations de ces pays manifestaient régulièrement leur mécontentement envers les autocrates soutenus par Poutine. En somme, Poutine n'a pas été en mesure de mettre en place des mécanismes efficaces pour maintenir le contrôle sur la sphère d'influence traditionnelle de la Russie.

C'est surtout en 2011 que Poutine a commencé à insister sur le fait que la Russie était confrontée à une menace provenant de l'Occident. Mais qu'est-ce qui s'est passé en 2011 ? S'agit-il d'une année marquée par une agression d'un pays occidental envers la Russie ? En réalité, ce qui s'est passé cette année-là, c'est que les citoyens russes ordinaires sont descendus dans la rue pour protester contre l'accroissement de l'autoritarisme : Poutine avait enfreint la constitution et cherchait un troisième mandat présidentiel. À partir de ce moment, les autorités russes ont commencé à promouvoir une idéologie qui présentait la Russie comme étant encerclée d'ennemis, Poutine étant le seul capable de protéger le pays de cette menace existentielle.

Deux ans plus tard, confronté à l'échec de son projet d'intégration économique eurasiatique, à la révolte en Ukraine et à une diminution de sa légitimité politique en Russie, le régime est passé d'une stratégie de cooptation des élites corrompues à une stratégie de contrôle territorial direct des pays voisins, souvent aux dépens des intérêts du secteur privé. La pérennité du contrôle sur la Russie elle-même était désormais en jeu. Le régime a donc tout fait pour réprimer les tendances démocratiques à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Après la révolution en Ukraine

[1] Šimov, Āroslov. «K putinizmu ne nužno odnosit' sã kak k politiĉeskomu režimu. Èto banditizm s ideãmi». *Meduza*, le 15 juin 2022.

en 2014, l'armée russe a été déployée dans le Donbass afin de maintenir le pays dans un état de guerre perpétuelle. Le message était clair : « Quiconque oserait renverser le pouvoir, allait le payer très cher ». En 2015, la Russie a tendu une main secourable à Bachar al-Assad qui menait une guerre d'extermination contre sa propre population. En 2020 et en 2022, les dictateurs de Bélarus et du Kazakhstan ont reçu l'aide russe pour écraser dans le sang les mouvements populaires dans leurs pays, là où l'influence de l'Occident, en particulier de l'OTAN, n'était pas à l'ordre du jour.

AUX ORIGINES DE L'OBSESSION UKRAINIENNE DE LA RUSSIE

Mais pourquoi l'Ukraine est-elle devenue la principale cible de l'agression russe ? Tout d'abord, l'Ukraine est l'un des rares pays de l'espace post-soviétique où une révolution populaire n'a pas été suivie par le retour au pouvoir de forces politiquement et économiquement liées à la Russie. De plus, l'Ukraine est un pays avec lequel les Russes ordinaires partagent une grande proximité culturelle et linguistique. Si un pays aussi similaire, sous de nombreux aspects, parvient à bâtir un État démocratique et prospère, les Russes pourraient se poser la question suivante : « Si les Ukrainiens, des gens qui nous ressemblent, des gens comme nous, n'ont pas besoin d'un État autoritaire et répressif pour mener une vie normale, pourquoi nous, les Russes, en aurions-nous besoin ? »

En outre, l'Ukraine, qui était la deuxième république soviétique la plus puissante après la Russie, possède des atouts stratégiques considérables, notamment sa position géographique, ses terres fertiles, ses ressources naturelles, son industrie relativement développée et une main-d'œuvre qualifiée. Les élites politiques russes estiment que l'intégration de l'Ukraine dans une alliance avec la Russie et le Bélarus ferait de ce bloc une puissance majeure dans la politique mondiale. Poutine évoque régulièrement cette idée lorsqu'il s'adresse aux Ukrainiens, souli-



gnant qu'« ensemble, nous avons toujours été et serons beaucoup plus forts ». Cependant, la volonté de maintenir le contrôle sur l'Ukraine a également des motivations plus profondes.

Le président russe est fermement convaincu que l'identité nationale distincte des Ukrainiens est une construction artificielle créée par des ennemis. Une fois séparée de la Russie, l'État ukrainien, selon Poutine, devient inévitablement une base stratégique des forces hostiles de l'Occident. Ces derniers l'utilisent « comme un bélier » pour saper la Russie de l'intérieur grâce à des idéologies subversives, entravant ainsi ses aspirations à occuper la place qui lui revient dans le monde. Selon cette vision, l'Ukraine indépendante, du simple fait de son existence po-

litique séparée, se transforme en un « projet anti-russe » et devient une menace immédiate pour la survie même de la Russie, qui ne peut perdurer que sous une forme de grande puissance.

Les arguments « historiques » de ce type, avancés par Poutine lors de ses prises de parole publiques, ne doivent pas être considérés comme un bric-à-brac idéologique résultant simplement de choix politiques opportunistes. Ils puisent leurs origines dans un vaste ensemble d'idées collectives forgées au fil du temps : le nationalisme russe et le rôle de l'Ukraine dans ce récit identitaire ont été façonnés dans le contexte historique particulier du XIX^e siècle.

En effet, les dirigeants russes du XIX^e siècle estimaient que l'assimilation de l'Ukraine était cruciale pour renforcer la puissance extérieure et assurer la stabilité interne de l'État russe. Premièrement, afin de rivaliser avec les empires coloniaux modernes qui adoptaient des politiques de nationalisation, la Russie devait elle aussi consolider son identité nationale. L'intégration des Ukrainiens dans la nation russe était donc considérée comme une étape essentielle pour accroître son influence sur la scène internationale. Deuxièmement, les élites tsaristes cherchaient à préserver leur pouvoir autocratique dans un monde perturbé par des mouvements démocratiques. La russification des populations de la frontière occidentale était perçue comme un moyen de les protéger de l'influence des idéologies occidentales subversives, contribuant ainsi à la stabilité interne du régime. Troisièmement, en tant qu'empire continental en expansion constante, la Russie faisait face à une pénurie chronique de populations loyales capables de dominer les régions d'Asie et de Caucase nouvellement colonisées. Par conséquent, l'assimilation d'un vaste réservoir démographique d'Ukrainiens est devenue cruciale pour maintenir la cohésion de cet empire hétérogène, car cette population slave orthodoxe devait combler les rangs des colons dans un empire où les Russes ethniques se trouvaient en minorité.

L'idéologie actuelle de l'État russe est fortement influencée par l'imaginaire politique nationaliste qui a pris forme au XIX^e siècle. Elle continue à reposer sur la conviction que l'assimilation des Ukrainiens au sein de la « nation russe » est une nécessité vitale pour la survie même de l'État russe. Poutine et son entourage sont engagés dans ce qu'ils perçoivent comme une bataille existentielle : c'est une forme de rationalité qui échappe aux observateurs qui transposent une vision « universaliste » (en réalité souffrant souvent d'une illusion occidentalocentrée) de rationalité sur des acteurs dont ils ignorent les identités.

Nous partons de l'idée constructiviste selon laquelle les acteurs agissent envers des objets, y compris d'autres acteurs, en fonction des significations que ces objets revêtent pour eux. Les dirigeants définissent la politique étrangère d'un État en fonction de leurs propres représentations d'eux-mêmes et de leur compréhension du monde qui les entoure². C'est pourquoi nous soutenons qu'il est impossible de pleinement comprendre la guerre menée par la Russie en Ukraine si l'on se limite à considérer uniquement les aspects militaires et économiques de la sécurité. Ce qui est principalement en jeu, c'est la sécurité ontologique de l'élite dirigeante russe, l'Ukraine occupant une position centrale dans son identité et dans ses représentations du monde.

OÙ SE TERMINE LA SPHÈRE D'INFLUENCE RUSSE ?

De plus en plus fréquemment, nous entendons des arguments suggérant à « l'Occident » de répondre aux préoccupations de la Russie en matière de sécurité, par exemple en garantissant que l'Ukraine ou d'autres pays post-soviétiques ne rejoindront jamais l'OTAN, pour mettre fin à la guerre. Pouvons-nous

[2] Alexander Wendt. "Anarchy Is What States Make of It: The Social Construction of Power Politics". *International Organization*, vol. 46, no. 2 (1992): 391–425; Ted Hopf, Allan Bentley B. (eds.). *Making Identity Count: Building a National Identity Database*. New York, 2016.

assurer que le simple fait de maintenir l'Ukraine en dehors de l'OTAN, ou même de diviser son territoire, apaiserait Poutine ?

L'existence d'une Ukraine indépendante et démocratique, que ce soit dans ses frontières internationalement reconnues ou réduites de manière significative, est inacceptable pour un régime dont les classes dirigeantes sont convaincues que l'Ukraine est une création d'ennemis qui l'utilisent comme base pour corrompre les Russes avec des idées de droits et de libertés individuels et ainsi détruire le corps impérial d'une Russie millénaire.

Mettons de côté les questions morales et éthiques, considérons un instant l'idée que la clé de la paix mondiale résiderait dans l'acceptation du principe selon lequel seules les « grandes puissances » aurait droit à la souveraineté, tandis que les autres seraient destinées à rester dans une « sphère d'influence », autrement dit à rester des colonies. C'est ce que nous disent, de façon ouverte ou larvée, de nombreux experts en géopolitique et politiciens « pragmatiques ». Alors une question cruciale se pose : où se termine la sphère d'influence russe que nous devrions respecter ?

Nous avons une mauvaise nouvelle. La sphère d'influence de la Russie poutinienne ne connaît pas de limites. Pour les classes dirigeantes d'une « grande puissance » autocratique parmi les plus inégalitaires au monde³, vivant dans une crainte constante d'une révolte populaire, le seul moyen d'assurer la sécurité est l'expansion, souvent au mépris des exigences d'une stratégie internationale « rationnelle ». La Russie de Poutine est un État estimant qu'il ne peut assurer la sécurité de son régime qu'en subjuguant par la force toute population susceptible d'adhérer à des idéologies connues pour leur potentiel de désstabilisation des empires et des autocraties, à savoir

la démocratie, l'émancipation des femmes, la libération des opprimés...

C'est un élément essentiel à garder à l'esprit si nous souhaitons comprendre la logique sous-jacente à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et surtout si nous cherchons des solutions possibles pour mettre fin à ce conflit et garantir une paix durable dans la région.

[3] Isabelle Mandraud. « La Russie, palme d'or des inégalités extrêmes ». *Le Monde*, le 14 janvier 2017.